|  |  |
| --- | --- |
|  | Coordonnées du maître de l’ouvrage |
| Réf. FS/M/2020 Objet : chantier …..  Courrier à envoyer (1)  en RAR / mail  Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage  Lettre recommandée électronique | |
|  | Le…………2020 |

Nom du maître de l’ouvrage

Notre entreprise est titulaire du marché sis à…… et y intervient depuis le….

Le 16 mars 2020, le Président de la République a décidé de prendre des mesures pour réduire les contacts et déplacements au strict minimum sur l’ensemble du territoire à compter du mardi 17 mars à 12h00, pour quinze jours minimum.

Suite à ces mesures, notre entreprise doit faire face à d’importantes difficultés d’organisation (1)

* Notre entreprise est située à …. Pour ce chantier, notre personnel doit se déplacer depuis …..et reste sur place le temps des prestations. Dans les conditions actuelles (limitations de circulations et de communications, fermeture des restaurants), ces déplacements ne sont plus réalisables.
* Sur ce chantier, nous sommes...(X)....entreprises à intervenir en coactivité et il nous est impossible, suite à la technicité des prestations à réaliser, de respecter les gestes « barrières » et les précautions édictées par le Gouvernement. Cette circonstance met donc en danger les salariés des différentes entreprises intervenantes.
* [le cas échéant :] Nous avons sollicité le coordonnateur SPS qui a constaté sur le chantier un danger grave et imminent menaçant la santé des salariés qui entraîne l’interruption du chantier (courrier joint).
* Nos salariés ont exercé leur droit de retrait au titre de l’article L 4531-1 du code du travail du fait de la coactivité très importante sur ce chantier et des risques sanitaires engendrés.
* Conformément à l’article 5.2 de la norme Afnor NF P03-001, cahier des clauses administratives générales applicable aux travaux de bâtiment faisant l’objet de marchés privés, cité comme document contractuel, notre entreprise est responsable de la sécurité notamment sanitaire de nos ouvriers : en conséquence, nous sommes dans l’obligation d’interrompre ce chantier à la date du ………2020 sans que cela ne puisse entraîner une quelconque résiliation de votre part à nos frais et risques.
* Certains intervenants (les citer : maître d’œuvre, entreprises, fournisseurs etc.) nous ont signifié l’interruption de leurs prestations sur place, physiquement ; cela désorganise le chantier et de ce fait, nous ne sommes plus en mesure techniquement d’intervenir.

En outre, votre obligation générale de sécurité et l’interdiction du travail en co activité définie par le Président de la République le 16 mars 2020, vous contraignent à ajourner le chantier. En ce sens, nous vous remercions de bien vouloir prononcer l’ajournement des travaux conformément (1).

* à l’article 49.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, cité comme document contractuel.
* à l’article …du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Cet ajournement n’étant pas imputable à notre entreprise, nous vous remercions d’indiquer dans le courrier d’ajournement à notre adresse que la garde du chantier vous est transférée (1)

* conformément à l’article 13.1 deuxième alinéa de la norme Afnor NF P03-001, cahier des clauses administratives générales applicable aux travaux de bâtiment faisant l’objet de marchés privés, cité comme document contractuel.

Dès la levée des mesures liées au coronavirus, notre entreprise mettra tout en œuvre pour une reprise normale du chantier.

En espérant trouver auprès de vous une écoute attentive, je vous prie de croire, nom du maître de l’ouvrage, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature de l’entreprise

1. choisir le cas d’espèce